

PERSPECTIVE

Votre journal quotidien de la
Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe

PLUS QU'UNE SMULATION, UNE AVENTURE HUMAINE



SOMMAIRE

INTERVIEW DE LA CO-PRÉSIDENTENCE

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

RETOUR SUR LA PREMIÈRE PLENIÈRE

COMMISSION AGRI

COMMISSION DROI

COMMISSION LIBE

LA MINUTE LOBBY'

LE SCANDALE DU JOUR



INTERVIEW LA CO-PRÉSIDENTENCE



COMMENT APPRÉHENDEZ-VOUS CETTE ÉDITION 2022 PAR RAPPORT À L'ÉDITION 2021 ?

- **Chloé Blouin St-Gelais** : *“Je n'étais pas présente à l'édition 2021, mais je crois qu'il y a eu de beaux défis, surtout en termes de crise sanitaire, il y a eu beaucoup d'improvisation. Cette année, l'objectif est de faire le moins d'improvisation possible, donc on a essayé de prévoir au quart de tour, ou presque, pour voir venir les imprévus et que la Specque puisse continuer à bien se dérouler.”*
- **Kévin Lejeune** : *“Effectivement, cette année de préparation suite à l'année précédente a été prévue pour qu'on n'ait rien à faire (rire). Evidemment, on bosse quand même et on doit un peu dormir, pas parce qu'on va en soirée évidemment ! Mais on doit moins travailler parce qu'il y a eu un gros travail en amont avec tout le Conseil d'administration qui s'est bien débrouillé pour tout préparer et maintenant il ne reste plus qu'à profiter.”*

AVEZ-VOUS UN CONSEIL POUR LES NOUVEAUX PARTICIPANTS À LA SPECQUE ?

- **Chloé Blouin St-Gelais** : *“Faites-vous confiance tout simplement. A ma première Specque, j'étais timide et je n'osais pas prendre la parole, puis finalement, comme l'a dit Pierre Walckiers dans son discours, la Specque est bienveillante, tout le monde est là pour s'entraider. De même, la présidence du Parlement le mentionnait ce matin : si des gens sont meilleurs que vous, c'est qu'ils veulent partager ces connaissances, donc faites-vous confiance, osez prendre la parole, proposez des choses et surtout profitez de l'expérience ”*
- **Kévin Lejeune** : *“Chloé a tout dit, je n'ai pas besoin d'ajouter grand-chose. Eclatez-vous dans la bienveillance ! On fait vraiment attention à ce que chacun ait la possibilité de s'exprimer et de se dépasser dans une bulle de sécurité. On prend soin de chacun et chacune, pas seulement d'un point de vue académique. Donc éclatez-vous, on prend soin de vous et dépassez-vous.”*

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Après l'annulation de l'édition 2020 à Québec suite à l'apparition de la pandémie de la COVID-19, et une année particulière à Amiens face aux restrictions sanitaire, la Specque est de retour ! En effet, la simulation de 2022 revient à « **son berceau historique** ». Ce sont les mots de la co-présidente Chloé Blouin ou à sa « maison », selon Kévin Lejeune, co-président européen. La SPECQUE créée en 1998 par un groupe d'étudiants québécois, permet de créer le lien entre l'Europe et le Canada. Elle s'organise une année sur deux au Canada, et marque ainsi la relation créée entre les deux continents.

Les membres du Conseil d'administration ont remercié tous les partenaires dont l'Université Laval qui héberge l'édition cette année. N'oublions pas les mots d'ordre cité par le Conseil d'administration: **confiance, sécurité, transmission**. La SPECQUE et sa « grande famille » pose un cadre pour apprendre dans la bienveillance !



RETOUR SUR LA PREMIÈRE PLÉNIÈRE

COMMISSION AGRI



"UN AGRICULTEUR SE SUICIDE TOUS LES DEUX JOURS"

« *Un agriculteur se suicide tous les deux jours* », rappelé par nos eurodéputés à plusieurs reprises. Au-delà du domaine agricole, la commission AGRI défend le développement rural. Les zones rurales qui sont, comme l'a dit le président de la commission RE – AGRI Félix Clouzeau, peuplées par les agriculteurs certes, mais aussi des artisans ou encore des médecins. Ces zones représentent 80% du territoire européen comme indiqué par le Haut représentant du conseil, Victor de Laleu, qui souhaite un développement rural et constructif.

Les eurodéputés sociaux-démocrates parlent d'un développement nécessaire du tourisme dans les zones rurales, d'autres, tels que les eurodéputés Identité et démocratie évoquent une sécurité alimentaire de l'Union nécessaire à son développement. Entre le PPE qui ne souhaite pas diminuer une consommation de viande en avançant l'argument des pays de l'est fervents consommateurs de viande, alors que les Verts y sont totalement opposés. Les points de vue et les opinions des partis se démarquent par leurs divergences. Mais les Verts restent ouverts aux alliances.

Finalement, chaque parti défend l'intérêt des populations, entre nécessité d'une sécurité alimentaire et l'importance de l'écologie et de la défense de l'environnement pour d'autres. Les agriculteurs sont au cœur de la commission qualifiés des « premiers acteurs du progrès social » par la GUE, des « liants de l'histoire et garant de notre civilisation » par la CRE. Pour d'autres, l'adjectif réducteur « petit » utilisé à répétition par les partis d'horizons pourtant si différents, que ce soit le parti S&D qui parlent de « petites gens à écouter » ou encore la CRE qui évoquent les « petits agriculteurs ruraux ».

RETOUR SUR LA PREMIÈRE PLÉNIÈRE

COMMISSION DROI



Victimes de nombreux abus tant sexuels que psychologiques, objets de multiples relocalisations et discriminations, le sort des peuples autochtones n'a pas laissé l'hémicycle de marbre durant la séance plénière de ce lundi 25 juillet.

Lors de la Commission DROI, la rapporteur Cauwe et la commissaire Foucart ont exprimé leur volonté de protéger les droits des peuples autochtones ainsi que de préserver leurs savoirs et leur culture. Elles souhaitent privilégier une approche basée sur l'écoute et la réconciliation, en offrant à ces minorités discriminées une réelle place dans le processus législatif les concernant, et en reconnaissant le rôle joué dans le passé par les puissances coloniales européennes sur ces populations exploitées.

Le PPE, premier parti à intervenir, a commencé par rappeler que son but central est de préserver la démocratie et l'Etat de droit. De ce fait, il soutient la reconnaissance des peuples d'une part, mais veille à ce que l'ambition des entreprises européennes ne soit pas entravée d'autre part.

Quant au RE, il adhère également avec la protection des droits des autochtones et souhaite leur voir accorder un meilleur accès à l'éducation et aux soins. Il reconnaît les erreurs passées et leur impact sur le futur. Afin de permettre la réconciliation entre les peuples, le parti appelle à la ratification de la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation Internationale du Travail. Toutefois, comme le PPE, il se positionne contre les sanctions économiques à l'égard des Etats membres.

Ensuite, le S&D loue le rapport et se réjouit que le Parlement s'empare de la problématique de la protection des peuples autochtones. Cependant, il déplore un certain manque de clarté quant à la section portant sur la chasse aux phoques et estime qu'il serait opportun d'analyser le mécanisme de compensation pour une juste redistribution économique.

RETOUR SUR LA PREMIÈRE PLÉNIÈRE

COMMISSION DROI

Par ailleurs, les Verts estiment que les peuples autochtones représentent un pilier de l'humanité et exercent une influence majeure sur les sociétés modernes, notamment grâce à leurs connaissances en matière de lutte contre le réchauffement climatique. C'est pourquoi, le parti met en avant la protection, la représentation et la sécurité des peuples autochtones. Pour y parvenir, il promeut une coopération internationale pour freiner l'accaparement des terres dans le secteur privé.

En ce qui concerne la position du parti ID, il reste profondément attaché à ses racines judéo-chrétiennes et rejette fermement toute proposition qui menacerait la souveraineté et la conservation de l'identité européenne. En parallèle, la CRE se montre moins campée sur ses positions, car elle se dit prête à collaborer dans le cadre d'un débat mené dans le strict respect du principe de subsidiarité. Ainsi, le parti rejette toute ingérence de l'Union européenne dans la politique des Etats membres. De plus, il soulève quelques imprécisions dans la définition des peuples autochtones, de la relocalisation et de l'accaparement des terres.

Enfin, la GUE réclame un dialogue avec les peuples autochtones, afin d'entamer la discussion « avec eux » plutôt que de parler « d'eux ». En outre, le parti s'oppose à l'exploitation des peuples par des sociétés capitalistes et veut prévoir une possibilité d'adopter des sanctions à l'encontre des Etats qui ne respectent pas les droits de ces minorités discriminées, tels que les Etats-Unis qui vendent leurs terres.

En conclusion, nul doute que la Commission DROI, qui a déjà suscité de vives réactions en cette première séance plénière, fera encore l'objet de virulents débats jusqu'à ce qu'un accord survienne entre les partis aux positions diamétralement opposées. Reste à savoir si la volonté du petit Jimmy sera respectée...



RETOUR SUR LA PREMIÈRE PLÉNIÈRE

COMMISSION LIBE

COMPROMIS ET TENSIONS AU PARLEMENT SUR LE DÉBAT DES PRATIQUES POLICIÈRES LORS DES CONTESTATIONS SOCIALES

"Les policiers n'agissent pas en tant que citoyens mais en tant que représentants d'État et ainsi sont l'image du gouvernement, le rapport a dénaturisé le cœur du problème, la protection des citoyens est le sujet."

Les paroles de l'eurodéputé Schramm au parlement européen sur la question des "pratiques policières lors des contestations sociales" expose des prémices de frictions sur les prochaines annotations apportées à la nouvelle réforme de Di Mascio. "Le texte d'aujourd'hui n'est pas définitif et il faut trouver un compromis", parole portée par le rapporteur du texte Di Mascio. Ce compromis, le parti du S&D semble le soutenir puisque réconciliation, entente et accords sont des termes utilisés lors du discours et approuve l'équilibre du texte.

Pourtant, le texte actuel fait mouche sur l'enjeu de l'utilisation des armes dans le but de la sécurité et la protection des citoyens dans la zone européenne. Tandis que la commission et le groupe RE appelle à une standardisation ainsi qu'une limitation. Le groupe de GUE est plus ferme "*il faut stopper tout objet pouvant offenser tout à chacun physiquement et psychologiquement*". Du côté des groupes RE et CRE, l'opposition se fait sentir "*c'est toujours les forces de l'ordre qui sont réprimées*", propos porté par l'eurodéputé Talon. Ils sont fermement attachés à ne pas forcer l'union et réprimant un pacifisme romantisé d'une réalité concrète "*les manifestations sont dangereuses, il faut les encadrer puisque les policiers sont des citoyens patriotes engagés pour la sécurité de leurs semblables et ce même au péril de leur vie*", "*il faut stopper cette étiquette d'anti-héro*", propos portés par l'eurodéputé ID. Ainsi les droits de protection pour les citoyens mais également pour les policiers sont primordiaux.

Ce droit de protection et de manifester est au cœur des débats. Le groupe RE prône une modification du texte, pour ne plus "stigmatiser cette profession", "une personne ne doit en aucun cas impacter toute une progression". Le groupe ID parle d'Américanisation du débat et évoque une réforme qui ne fait pas sens avec les enjeux actuels en Europe. De plus, les termes concernant la protection de la police sont trop "flous" selon le groupe PPE. Pour légitimer la profession, un travail de confiance par la population doit se faire. Ce que propose le groupe S&D serait une offre de formation de sensibilisation pour la police afin d'encadrer les bavures. Du côté des groupes GUE et Verts, l'appel à manifester est un "*fondement de notre démocratie et ce droit doit être protégé comme élément fondamental de la liberté d'expression*".

La protection est indispensable, particulièrement chez les médecins, les journalistes non officiels et les mineurs. De ce fait, les Verts s'opposent fermement au contrôle d'identité lors de manifestations et désirent des mesures strictes sur le long terme. Des précisions s'imposent et seront au cœur des débats lors des jours à venir.

Des temps fort ont marqué le débat de la séance dont la violation de l'article 67 ainsi que la démonstration de photos de policiers/policières ayant subi des atteintes physiques lors de manifestations.

Conseil européen des Syndicats de police

Specque 2022



CESP

Le Conseil européen des syndicats de police est un syndicat présent à la specque pour défendre les intérêts des premiers concernés dans les confrontations durant les contestations sociales : les forces de police.

Nous rappelons que le métier de policier est un métier difficile, indispensable à nos sociétés, mal considéré et mal rémunéré, qui contrairement aux manifestants n'ont pas le choix d'être présent lors des manifestations.

Nous sommes donc présents lors de la specque afin de garantir que le texte n'oubliera pas de prendre en compte les policiers.

Notre mission : vous informer et vous assister dans la rédaction des amendements.

LA MINUTE LOBBY'

Notre mission à la specque

Dans une Europe qui change, le CESP ambitionne de revaloriser la fonction policière, de rendre la pratique de ce métier plus humaine et faire des forces de l'ordre l'alliée de la population. Nous sommes persuadés qu'une meilleure formation, reconnaissance, de meilleures conditions de vie pour les policiers et un meilleur encadrement des manifestants violents sont nos meilleurs outils pour diminuer les violences de contestations sociales.

Notre avis sur la proposition de résolution du Parlement Européen et sur la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil relative à une réforme transparente et systémique des pratiques policières lors des contestations sociales.

Le CESP applaudit les points 6, 20, 22, 23 du rapport, mais souhaite renforcer la protection des forces de l'ordre.

Par rapport au point 10, nous trouvons cela injuste et irréalisable que les forces de l'ordre soient suspendues le temps de l'enquête, cela étant en outre incompatible avec la présomption d'innocence.

Par rapport au point 18, nous souhaitons rétablir la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre.

Les armes non létales sont nécessaires pour assurer la sécurité des forces de l'ordre, et ne peuvent en aucun cas être supprimées sans présenter une alternative de défense pour les policiers.

Nous soutenons la proposition de contrôler l'identité de manifestants dans l'optique d'écarter les participants potentiellement violents et de répertorier les individus ayant commis des violences envers les forces de l'ordre. Ceci dans le but de garder les contestations sociales aussi pacifiques que possible.

Suggestions non évoquées dans le texte pour diminuer les violences policières sans mettre les forces de l'ordre en danger

Il semblerait que les forces de l'ordre soient les premiers concernés et pourtant les moins considérés du texte remis par la commission. Voici une série de points que le CESP considère comme cruciaux à inclure dans le texte afin de garantir le bon déroulement des rassemblements de contestation :

1. Mettre en place un accompagnement médical et psychologique pour les policiers victimes de violence durant les manifestations.
2. Nous soulignons le rôle joué par des manifestants violents, et souhaitons mettre en place un système d'éducation des manifestants pour éviter les violences, la violence résulte bien souvent d'une escalade initiée par une partie des manifestants, il s'agit aussi de leur responsabilité d'éviter un tel cercle vicieux. Nous voulons responsabiliser les manifestants qui sont des acteurs des violences découlant de contestations publiques.
3. Nous souhaitons améliorer la formation des policiers sur les réactions appropriées à avoir lors de violence survenant durant les manifestations.
4. Nous souhaitons durcir les sanctions à l'encontre des citoyens commettant des violences contre les forces de l'ordre.
5. Le métier de policier étant un métier difficile et mal rémunéré, nous souhaitons que les policiers puissent toucher une prime à chaque mettant leur sécurité en danger.

Personne de contact

Le CESP se tient à votre disposition pour informations et collaborations en la personne de

Arthur Cornet

Téléphone : 14372374882

Mail : a.cornet@specque.org



CONSEIL EUROPÉEN DES
SYNDICATS DE POLICE
International Non-governmental
Organization of the Council of Europe

SCANDALE DU JOUR



UNE ALLIANCE POSSIBLE?

"Une poignée de main en sortie de séance parlementaire entre la cheffe de groupe ID Kassoul, le chef de groupe GUE Vitran, en présence de Deveyneix de la CRE, Robert du PPE."

- un témoin anonyme



Si vous avez quelque chose à nous envoyer, n'hésitez pas de nous contacter :
journalistes@specque.org

TRIBUNE EN RÉPONSE À CETTE RÉVÉLATION



**Mes très chers élus,
Mes chers non-élus,**

Il a été porté à mon attention, par deux députés soucieux de la parité du débat et de la bonne représentativité du Parlement, ainsi que du bon déroulement des séances, que le chef du groupe politique auquel j'appartiens et aux valeurs duquel j'adhère profondément et sincèrement, se serait rapproché (aux fins de négociations d'une alliance) avec la cheffe d'un groupe politique aux idées nationalistes, anti- humanistes, et, n'ayons pas peur des mots, fascistes.

Si de tels faits étaient avérés, je serai contrainte d'exiger, à regret mais sans nulle hésitation, des sanctions officielles à son encontre, au travers d'une motion de censure et d'un vote de défiance au sein même de mon groupe politique. Il sera alors demandé à ses membres d'élire un nouveau représentant (avec toutes les complications logistiques que cela compose, tant nos rangs sont fournis). Les sanctions officielles, quant à elles, seront évidemment gérées en interne, avec la puissance et l'intransigeance qu'il se doit d'appliquer à un tel parjure.

Notez bien que la rédaction de ces lignes n'a pas été facile et a soulevé de profondes réflexions et un réel mûrissement, tant l'affiliation à mon groupe politique m'est importante et tant mon affection toute personnelle pour celui qui en a les rênes est véritable. Je ne pourrais cependant évidemment pas fermer les yeux sur une connivence traître entre l'un des nôtres, que notre parti a choyé et porté en son sein – telle la chrysalide qui protège avant de faire éclore le délicat lépidoptère – et un parti souverainiste, eurosceptique, raciste et islamophobe (entre autres valeurs réjouissantes).

Je souhaite de tout cœur que mes pires craintes soient infondées et que se dénoue publiquement et facilement un malentendu. Nonobstant, mon rôle de présidente de commission m'oblige à une véritable transparence et à un strict sérieux, notamment en cette veille de discussion d'un texte aussi polémique et polarisant que celui portant sur les pratiques policières lors des contestations sociales.

Nous ne pouvons pas nous permettre le doute. Les images et les représentations ont une importance toute particulière dans nos sociétés numériques et l'électorat que nous représentons humblement pourrait ne pas percevoir le jeu politique derrière certains gestes et le calcul stratégique derrière certains propos. Les apparences, en politique, sont presque des faits, et il s'agit, tout en le condamnant, de composer avec. L'ombre du doute devient alors un doute, et nous n'avons pas le luxe, en tant que parti contestataire historique et indispensable à l'équilibre des débats, d'en accorder le bénéfice à tout un chacun. C'est précisément ce qui m'a poussé à sortir de mon silence.

**Merci
Madame La Présidente de Commission Maya GARMAN**

MEMES DU JOUR

